

PÈRE CLÉMENT, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA COMMISSION JUSTICE ET PAIX (CONGO)

"Le peuple appartient à Dieu seul"

En marge de la rencontre avec les représentants de la CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo), le père Clément Makiobo Ma Lelo, secrétaire exécutif de la Commission Justice et Paix, nous livre un éclairage intéressant sur le sens et le contexte de leur mission délicate dans un pays, qui attend désespérément les élections.

Face aux marches de protestation des chrétiens, le président Kabila a rétorqué "rendez à César ce qui appartient à César..." à l'instar de Mobutu en son temps. Que lui répondez-vous?

Le peuple congolais appartient à Dieu seul, le Créateur. L'être humain a été conçu pour le bonheur, non pour la misère et l'insécurité. Qu'est-ce que César a fait en matière de soins médicaux? Trente pourcents de ceux-ci sont prodigués par l'Eglise catholique à Kinshasa et davantage encore, en province. L'Etat a fait faillite, l'Eglise colmate les brèches. Le rôle de l'évangélisation est de mettre l'homme debout. L'Eglise se tient aux côtés de la population pour (r)éveiller les consciences, non au milieu du village, où l'homme est déshumanisé. Elle ne peut pas être neutre: elle prend position pour les plus faibles et les opprimés en aidant à construire un Etat de droit.

Les évêques congolais ont le soutien personnel du pape. Le choix récent de Mgr Fridolin Ambongo, connu pour son franc parler, comme coadjuteur et successeur du célèbre cardinal Monsengwo, qui a appelé "les médiocres" à dégager, n'est-il pas un signe à un moment crucial pour le pays?

C'est effectivement un signal. Du reste, Mgr Ambongo, qui pourrait rapidement prendre la succession du cardinal âgé de 78 ans, a été très bien accueilli par les chrétiens de Kinshasa, moins chaleureusement par certains membres de la majorité présidentielle, quoique de nombreux ministres aient assisté à sa messe d'intronisation. Le pape a demandé à l'Eglise universelle de prier pour le Congo et invité au dialogue pour la paix dans le respect des droits de chaque être humain. Les évêques congolais ont reçu le soutien de leurs homologues en Belgique, en Angleterre et lors du symposium des Eglises d'Afrique, y compris de la conférence épiscopale des pays des Grands Lacs (Rwanda, Burundi...), qui a relayé le message papal.

Maintenant que le CLC (Comité Laïc de Coordination) avec qui vous travaillez main dans la main a décidé de suspendre les marches, à quoi invitez-vous les chrétiens?

Il y aura encore les concerts de cloches hebdomadaires, les prières et d'autres actions pacifiques, qui ne peuvent être dévoilées aujourd'hui. Avec la possibilité de relancer les marches, si nécessaire. Car les lignes ont bougé: le peuple a vaincu la peur et affronté la mort avec courage et détermination. Les laïcs du CLC sont obligés de se cacher, les prêtres sont menacés mais le but est atteint: bousculer le pouvoir de Kinshasa.

Après la répression violente des marches du 31 décembre 2017, des 21 janvier et 16 février 2018, le rapport de la commission d'enquête mixte mise en place par la ministre des Droits humains, Marie-Ange Mushobekwa, blanchit les chrétiens et fustige les violences des forces chargées du maintien de l'ordre. Comment expliquer cette audace de la part d'un membre du gouvernement?



Les représentants de la CENCO et le secrétaire général de la commission Justice & Paix de la Belgique francophone.

Membre de l'UNC (Union Nationale Congolaise), le parti dirigé par Vital Kamerhe, Marie-Ange Mushobekwa est ministre depuis 2017 seulement. C'était une journaliste..., de surcroît, catholique et engagée dans la société civile. La ministre aurait souhaité la présence de la CENCO dans la Commission mais notre équipe doit vivre cachée, car menacée. Nos agents à Beni et à Mbuji-Mbaya ont été menacés de mort. Lorsque nous téléphonons, il y a des coupures. Il arrive aussi qu'on nous fasse chanter en nous disant: "nous savons où vos parents habitent". Personnellement, dans un taxi, j'ai été pris par un agent du renseignement (ANR), qui voulait m'emmener au poste. Certains bandits profitent aussi de la situation; c'est le quotidien des Congolais aujourd'hui!

A Goma, plusieurs activistes du mouvement citoyen "Lutte pour le changement" (Lucha) ont été écroués suite à une supposée séquestration de prêtres le 21 janvier dernier dans la cathédrale. Plainte aurait été déposée par l'évêque du lieu, Mgr Kaboy et huit prêtres. Vrai ou faux? La question se pose en entendant la Lucha dire qu'elle travaille main dans la main avec les chrétiens.

Nous partageons les mêmes aspirations que les jeunes de la Lucha, revendiquées de façon non-violente comme eux. D'après ce que nous savons à ce stade, les prêtres n'ont jamais déposé pareille plainte. Nous soupçonnons qu'il s'agisse d'un faux. (NDLR: un des responsables de la Lucha nous a confirmé la supercherie, ajoutant son inquiétude de voir ses compagnons de lutte néanmoins condamnés).

Après les massacres et les enlèvements à Beni au Nord Kivu, des troubles sont apparus au Kasai, au Tanganyika (Katanga) et récemment, en Ituri.

Beaucoup y voient la main du pouvoir...

La paix n'a jamais été totale en RDC: il y a toujours eu des poches d'insécurité. Mais c'est chaque fois avant les élections que le phénomène s'amplifie étrangement. Qui est derrière? Nous n'avons aucune preuve. La question à se poser est "qui a intérêt à semer le chaos et pourquoi?" Beni est une zone martyre, qui n'a jamais connu la paix. Des villages ont été "nettoyés" malgré la présence des Casques bleus. Un grand flou règne sur les auteurs présumés, les rebelles ougandais ADF Nalu. Si ce sont eux, n'est-il pas étonnant qu'ils ne commettent pas ou plus d'exactions dans leur pays mais s'en prennent aux Congolais chez eux, sans raison? Au Kasai aussi, comme à Kananda, où des prêtres viennent de rédiger un mémoire de protestation, nous avons le sentiment d'une terreur créée artificiellement. Et maintenant, c'est l'Ituri qui est en proie à de soi-disant troubles inter-ethniques. La région a hélas connu des conflits terribles entre Hema et Lendu dans le passé mais aujourd'hui, nous l'avons observé, il ne s'agit nullement de cela, conclut le père Clément.

Précisons que le site Beni-Lubero très bien documenté et sensibilisé, fondé par un assumptionniste... assassiné, explique que les jeunes Hema et Lendu du territoire de Djugu (Ituri) ont refusé la manipulation et se sont levés pour dénoncer publiquement le mensonge: "pas de conflit entre eux, mais c'est Kinshasa qui joue sa politique malsaine."

Les populations locales fuient les affrontements: on compte déjà plus de 350.000 personnes déplacées et 65.000 se sont réfugiées en Ouganda. Une nouvelle grave crise humanitaire se dessine! Qui éteindra le feu? Le succès et le retentissement des marches des chrétiens montrent les espoirs placés dans la houlette ferme et non-violente de leurs bergers.



Père Clément Makiobo Ma Lelo